

Trois questions à Christophe Prat, auteur avec Jean-Luc Buchalet, du livre « Le futur de l'Europe se joue en Afrique » (éditions Eyrolles).



1. Comment peut-on expliquer le retard de développement du continent africain ?

L'économie africaine est intimement liée au prix des matières premières. Celui-ci n'a eu de cesse de baisser jusqu'en 2001, année de l'entrée de la Chine dans l'OMC. La croissance spectaculaire jusqu'en 2008 (5,5% annuel en moyenne) est principalement liée au rebond des matières premières, qui s'est tassé depuis avec le ralentissement de l'économie chinoise. Les fruits de ce rattrapage bien bref, ont été très mal répartis dans la population africaine. Alors que le nombre de millionnaires a progressé en Afrique deux fois plus vite que la moyenne mondiale, des inégalités ahurissantes sont apparues : aujourd'hui plus de la moitié des africains vit sous le seuil de pauvreté. Une société hautement inégalitaire n'est pas fonctionnelle et accumule les retards de développement. L'explosion démographique en Afrique (taux de fécondité entre 5 et 6 en Afrique subsaharienne) ne fait qu'amplifier le phénomène.

La manne financière issue des matières premières et notamment de la vente des hydrocarbures, n'a pas incité les économies africaines à investir dans l'industrie et développer un tissu de relations commerciales locales. Bilan : l'investissement productif est largement insuffisant (22% du PIB contre 31% pour l'Inde et 40% pour la Chine) et les échanges entre pays africains ne représentent que 21% du commerce du continent (contre 62% en Europe).

2. Quels sont les liens économiques qui peuvent être renforcés entre l'Afrique et l'Union européenne ?

Le continent a la capacité de devenir le réservoir énergétique de l'Europe, notamment dans les énergies renouvelables grâce à son immense potentiel dans le solaire, l'hydraulique, l'éolien et la géothermie. Le désert, avec l'implantation de centrales électriques solaires thermodynamiques, pourrait alimenter les pays du Nord en énergie propre. Le premier défi reste le manque d'argent. En effet, pour garantir l'accès de tous à l'électricité d'ici à 2025, il faudrait investir au moins 90 milliards de dollars par an. Ce « new deal » donnera du sens à l'avenir de l'Afrique... et de l'Europe. L'Afrique doit devenir notre priorité. Le futur de l'Europe se joue en Afrique.

3. L'Afrique peut-elle bénéficier de la révolution numérique ?

Le continent connaît des mutations technologiques aussi importantes qu'en Europe, mais peut-être à un rythme moins rapide et de façon mal répartie sur l'ensemble du territoire. Néanmoins, l'émergence d'une Afrique 4.0 est bel et bien amorcée. Le numérique peut être la clé d'un développement plus rapide du continent. La diffusion rapide de la téléphonie mobile et d'Internet a induit une augmentation très forte de la productivité dans ces deux secteurs (1 % de la croissance du PIB africain). Près de 80 % des habitants de l'Afrique subsaharienne devraient avoir accès à des téléphones mobiles d'ici 2020. L'Afrique a en moyenne un taux de connexion à Internet encore très faible avec 22 internautes pour 100 personnes, très en deçà des autres pays émergents. Parmi les 28 pays les plus pauvres, on constate une pénétration d'Internet encore plus faible avec un seuil de moins de 12 %. Plus de la moitié des investissements dans la quatrième révolution industrielle se concentrent sur quelques États : le Nigeria, le Kenya, le Ghana et l'Afrique du Sud, ainsi que l'Afrique du Nord (Tunisie, Maroc et Égypte). L'enjeu est de les élargir à tous les pays du continent. Au Maghreb, les compétences sont là, alors qu'en Afrique subsaharienne tout reste à faire.